

## SYNTHESE DU DEBAT SUR LE FSN FORUM

### TIRER LES ENSEIGNEMENTS DE LA RECHERCHE, DE L'ANALYSE ET DES INFORMATIONS SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION AFIN D'AMELIORER LA PRISE DE DECISION ET LA PARADE

du 16 octobre au 16 novembre 2007

I.	ALLER DES CONNAISSANCES À DES ACTIONS/IMPACTS CONCRETS.....	1
II.	EXEMPLES DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS CERTAINS PAYS POUR GÉNÉRER DES INFORMATIONS RELATIVES À LA SA&N ET LES UTILISER DANS LA PRISE DE DÉCISION .....	2
	1. PERTINENCE MÉDIOCRE .....	2
	2. FAIBLE CRÉDIBILITÉ.....	3
	3. ACCÈS INADÉQUAT .....	3
III.	ENSEINGEMENTS ET BONNES PRATIQUES .....	3
	1. PERTINENCE MÉDIOCRE .....	3
	2. FAIBLE CRÉDIBILITÉ.....	4
	3. ACCÈS INADÉQUAT .....	5
IV.	AUTRES QUESTIONS .....	6
V.	RESSOURCES CONSEILLÉES .....	6

#### I. ALLER DES CONNAISSANCES À DES ACTIONS/IMPACTS CONCRETS

---

Selon C.Teller :

- 1) Élaborer et publier des Directives nationales sur les profils de vulnérabilité validées par les États et soutenues par les donateurs, largement utilisées dans les évaluations de vulnérabilité et les rapports annuels
- 2) Recourir à de nouveaux indicateurs de vulnérabilité chronique dans l'analyse de terrain semestrielle, le suivi, les appels annuels à l'aide alimentaire/sanitaire et les systèmes d'alerte rapide, tels que le réseau du système d'alerte précoce contre la famine (FEWS), EWS, FIVINS, ODM, etc.
- 3) Coordonner la collecte rapide des données de mortalité et de nutrition par les États et les ONG concernant la famine de 2002-2003 et les pénuries alimentaires subséquentes dans certaines régions
- 4) Renforcer les capacités au niveau régional, zonal et districts des centres de recherche étatiques, publics et privés, ainsi que du personnel des ONG
- 5) À partir de résultats, élaborer des ensembles de mesures aux niveaux décentralisés et les mettre en œuvre après leur financement (trop nombreux pour les énumérer)
- 6) Confier de nouvelles études et analyses de suivi à des universités des banques, des donateurs et des ONG afin de combler les lacunes de la recherche et des connaissances et d'actualiser les informations
- 7) Augmenter les capacités humaines éthiopiennes en matière d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité, y compris SIG, solutions statistiques épidémiologiques et démographiques et méthodes agro écologiques qualitatives
- 8) Utiliser ces données dans les politiques et les stratégies nationales et sous-nationales, surtout dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, de la lutte contre la pauvreté, de la planification économique et sociale, de l'environnement, de l'eau et de la prévention des catastrophes

- 9) Donner la capacité à l'université nationale (AAU/Addis) de dispenser une fois par an une formation (niveaux intermédiaire et avancé) de courte durée au suivi et à l'évaluation des programmes menés en Afrique anglophone concernant la santé, la population, la nutrition
- 10) Présenter et publier des thèses universitaires nationales et des documents de recherche nationaux et internationaux à l'intention du vaste public concerné par la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement

Selon F. Mirzaei, l'efficacité des résultats de la recherche par l'ASRI sur l'élaboration des politiques relatives au sous-secteur de l'élevage en Iran comprend :

- 1 - Usage de produits dérivés de la tomate dans l'alimentation du bétail et de la volaille afin de prévenir la contamination de l'environnement
- 2 - Domination de la chèvre de Sanan sur la production de lait et de viande
- 3 - Enquête sur l'âge de premier accouplement des veaux du Sistan pour augmenter le revenu des agriculteurs
- 4 - Usage de zéolite dans l'alimentation des poules pondeuses pour augmenter la production en termes qualitatifs et quantitatifs
- 5 - Raccourcissement de la durée de sevrage des veaux du Golpaygan natifs pour augmenter le revenu des agriculteurs et la production de lait
- 6 - Utilisation de paille de riz dans l'alimentation animale pour diminuer le coût des aliments et prévenir la contamination de l'environnement
- 7 - Utilisation de déchets de fruits dans la nutrition animale pour augmenter le revenu des agriculteurs et prévenir la contamination environnementale
- 8 - Utilisation de lactosérum dans l'alimentation du bétail pour réduire le coût des aliments et prévenir la pollution de l'environnement
- 9 - Administration de suppléments protéiques aux abeilles à miel afin de réduire la mortalité des essaims pendant l'hiver

## II. EXEMPLES DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS CERTAINS PAYS POUR GÉNÉRER DES INFORMATIONS RELATIVES À LA SA&N ET LES UTILISER DANS LA PRISE DE DÉCISION

---

Les résultats et les recommandations issus des études de recherche, des évaluations et des analyses relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition (SA&N) sont en général communiqués par voie de publications, de synthèses, de bulletins, de bulletins d'information, de sites Internet, de communiqués de presse, etc., que l'on peut désigner par le terme collectif de « **produits d'information SA&N** ». Leur objectif est d'étayer la prise de décision, dont la conception, la planification, la mise en œuvre et le ciblage des politiques et des interventions de SA&N.

**Principaux problèmes relatifs à l'impact des informations SA&N sur la prise de décision :**

1. **PERTINENCE** médiocre par rapport aux **processus de prise de décision** ;
2. **faible CRÉDIBILITÉ** due à une communication et une coordination insuffisantes entre décideurs et analystes SA&N ;
3. **ACCÈS** inadéquat aux **groupes cibles**.

Les deux premières catégories sont la conséquence directe des faiblesses ou des contraintes de la communication et du « processus de production » (dont : dialogue entre analyses SA&N et décideurs, activités de coordination et de diffusion).

### 1. PERTINENCE MÉDIOCRE

Les informations fournies (a) ne correspondent pas aux besoins réels de la prise de décision, (b) ne sont pas suffisamment orientées action et sont purement descriptives, (c) sont trop rarement mises à jour, (d) ne portent que sur un secteur alors que la SA&N comporte de multiples facettes (par exemple, uniquement agriculture ou santé). (C. Lopriore)

De nombreux chercheurs des pays en développement sont mécontents de l'approche des agriculteurs et de la faible acceptation des résultats de leurs travaux et n'en voient pas les effets, même sur la réduction de la pauvreté. (F. Mirzaei)

### Exemples de causes :

- Mauvaise compréhension des concepts de la SA&N (K.C. Luswata et E.F.A Ismail)
- En matière de sécurité alimentaire, la recherche et l'assistance ne visent pas suffisamment la responsabilisation aux fins d'autosuffisance (K.C. Luswata)
- Les donateurs imposent parfois leurs propres buts/intérêts/recommandations. Dans ce cas, peu de ressources sont directement affectées à la résolution des problèmes (E.F.A Ismail)
- Faiblesses des analyses de politiques et de la phase d'évaluation du cycle empêchant d'élaborer des plans pour l'avenir. Même quand les données sont adéquates, elles ne sont pas analysées et utilisées ou sont sous-utilisées (E.F.A Ismail)

## 2. FAIBLE CRÉDIBILITÉ

- **Faibles de la génération d'informations :**
  - Le manque de cohérence des informations (dont retards et inadéquation) reçues des principaux partenaires a une incidence négative sur la fiabilité et la crédibilité des résultats qui en sont issus (E.F.A Ismail, Soudan)
  - Les méthodes utilisées sont obscures, mal comprises, non validées par les utilisateurs. Les informations fournies ne sont pas en cohérence avec d'autres sources d'information ou des recommandations antérieures. Les données/informations ne sont pas (considérées) crédibles. (C. Lopriore, programme de formation CE/FAO à la production de produits d'information sur la sécurité alimentaire débouchant sur des actions)
- **Faibles de la communication :**
  - Manque de clarté organisationnelle dans la ligne de communication (E.F.A Ismail)
  - Mauvaise communication (verticale et horizontale) entre le centre et l'État (E.F.A Ismail)
  - Insuffisance de la coordination et du dialogue entre les utilisateurs et les producteurs des informations empêchant, entre autre, une compréhension commune des problèmes de SA&N et l'alignement de l'agenda de la prise de décision sur les priorités du pays (C. Lopriore)

## 3. ACCÈS INADÉQUAT

- Manque d'infrastructures de communication et faibles performances des systèmes d'information existants. Même quand les données sont adéquates, elles ne sont pas analysées ou utilisées ou sont sous-utilisées (E.F.A Ismail, Soudan)
- La plupart des réponses clés ne sont pas documentées à l'intention des techniciens, des experts et des praticiens de terrain et n'atteignent pas leurs publics cibles (A. Acosta, Mozambique)
- Les préférences/besoins du public cible ne sont pas pris en compte en termes d'opportunité, de format, de canal de diffusion, etc. (C. Lopriore, programme de formation CE/FAO à la production de produits d'information SA&N débouchant sur des actions)

## III. ENSEIGNEMENTS ET BONNES PRATIQUES

---

### 1. PERTINENCE MÉDIOCRE

- Séminaire multipartite visant à créer une compréhension commune en matière de renforcement de l'analyse de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence afin de rendre compte de la nécessité d'adopter des approches multisectorielles de la SA&N (S. Boetekees, A. Celal-Soligny, C. Teller) → valable également pour le problème de CRÉDIBILITÉ

#### 1.1. Activités de renforcement des capacités

- **Formation des analystes SA&N** afin d'améliorer leurs capacités en rédaction de rapports et en communication, avec la participation active de décideurs (C. Lopriore, programmes CE/FAO au Mozambique, Cap Vert, Cambodge, Burkina Faso)
- **Renforcement des capacités locales** à générer davantage d'informations et de données sur ces niveaux inférieurs (sous-nationaux) aux fins de décentralisation de la prise de décision et d'appropriation locale des solutions de parade que les communautés et les ménages vulnérables demandent (C. Teller)

- Élaboration de **profils de vulnérabilité locaux** et de **groupes de travail sur la vulnérabilité**, en mode renforcement des capacités, constituant des stratégies et des outils utiles de stimulation de l'action locale et de mise en place de systèmes d'alerte rapide plus réactifs et plus efficaces (C. Teller)
- Formation des scientifiques et des prestataires de service à la reformulation des informations extraites des notes de synthèse (F. Imakorit-Oumo)
- Composants intensifs de formation « sur le tas ». Face à un taux de rotation élevé, la meilleure stratégie consiste à former un maximum de personnes à un même type d'activité afin de créer une redondance et de disposer d'experts qualifiés de remplacement pour l'effectuer (A. Asfaw)

## 1.2 Lien efficace entre activités de recherche et de programmes/projets et élaboration des politiques (également valable pour la FAIBLE CRÉDIBILITÉ et l'ACCÈS INADÉQUAT)

- Après chaque étape des **processus d'élaboration des politiques** (identification du problème, définition de l'agenda, débat sur l'agenda, choix de politiques, mise en œuvre, suivi et évaluation) et impliquant de nombreuses parties prenantes. Meilleure conception des projets d'assistance aux politiques : mieux expliquer la place attendue de l'intervention dans le continuum du processus d'élaboration de la politique et les attentes en termes de résultats de la politique ou d'élaboration de stratégies (C. Lagu, H. Tran)
- S'assurer que la **SA&N fait partie des priorités politiques des décideurs**, par exemple en soutenant sa rationalisation dans les cadres de politiques de référence nationaux, soutien des activités de promotion, explicitation des relations entre la SA&N et les objectifs prioritaires du pays, démonstration de l'importance de la lutte contre la faim dans la réduction de la pauvreté et la croissance économique (S. Boetekees, C. Lopriore)
- Entreprendre des **évaluations des besoins des utilisateurs (ou de la prise de décision)** afin d'identifier les besoins en informations SA&N, par exemple par l'exécution d'analyses des différents niveaux de prise de décision au sein des parties prenantes : de qui il s'agit (pouvoir/influence), où (ou à quel niveau) ils agissent (central ou décentralisé), le type de décisions auquel ils sont confrontés, comment ils les prennent, dont : importance de la participation (y compris pourquoi, comment et quelles informations ils utilisent (si ils en utilisent) dans ces décisions (autrement dit, qui a besoin de quelle information et pourquoi ?) (C. Lopriore)
- Le BESOIN EXPRIMÉ en informations a pour but de combler des lacunes à un échelon supérieur au niveau des donateurs et ne correspond pas vraiment à un besoin direct du gouvernement local pour définir des priorités (E.F.A Ismail). Nécessité d'un dialogue sur les politiques pour régler la question des priorités et arriver à des compromis d'objectifs entre « donateurs ».
- La recherche suggère une voie à suivre, fournit des recommandations sur les processus de mise en œuvre et remet en cause les hypothèses ou les arrangements institutionnels existants (D. Melvin, H. Tran, J.L. Vivero Pol)
- Les politiciens et les décideurs subissent l'influence de différents canaux. Autrement dit, il faut transmettre des messages similaires à des parties prenantes différentes (ONG, ministères, universités, médias, Internet, publications scientifiques) afin qu'ils atteignent les hommes politiques par plusieurs moyens. Par exemple, l'Initiative d'éradication de la faim en Amérique latine comporte trois composantes : A. - Sensibilisation à l'intégration de la faim aux agendas nationaux et régionaux ; B.- Renforcement des capacités nationales grâce à la formation technique, au soutien des politiques et à la promotion du droit à l'alimentation et des cadres juridiques ; C. - Recherche appliquée, systématisation et Observatoire de la sécurité alimentaire (J.L. Vivero Pol)
- Trouver, développer et promouvoir des leaders nationaux, des champions véritablement engagés à l'éradication de la faim, des responsables politiques ou de la société civile capables de parler à de vastes auditoires, d'écrire au public, de mobiliser les masses, d'influer sur les politiciens. Sans champion(s), l'approche de projet sera limitée par des formules bureaucratiques et techniques sans oreilles véritablement réceptives dans les gouvernements nationaux (J.L. Vivero Pol)
- Importance de la disponibilité de financements pour assurer la viabilité du système (valable également pour FAIBLE CRÉDIBILITÉ et ACCÈS INADÉQUAT) (E.F.A Ismail, F. Imakorit-Oumo)

## 2. FAIBLE CRÉDIBILITÉ

### 2.1. Processus participatif pour aboutir à une appropriation conjointe des informations par les décideurs

Les informations seront d'autant plus fiables que les décideurs auront un enjeu dans le système et le comprendront véritablement. La **collaboration dans la collecte et l'analyse des données, ainsi que l'établissement de rapports**, constitue une approche importante pour y parvenir. Le passage à la collaboration et au travail en réseau a amélioré le consensus sur les conclusions et augmenté la probabilité que les rapports débouchent sur des actions concrètes :

- participation multisectorielle, ainsi que sous-nationale/locale, participation des parties prenantes et des responsables de l'élaboration des politiques à la création d'un cadre conceptuel, de directives nationales sur la vulnérabilité, etc. ; (C.Teller)
- collaboration entre plusieurs ministères et partenaires pour la rédaction d'un rapport analytique sur la sécurité alimentaire et la nutrition ; (S. Boetekees, Tanzanie)
- comités d'évaluation de la vulnérabilité (VAC) en Afrique du Sud : l'analyse des VAC a exercé une influence très forte sur la programmation SA&N. Plusieurs exercices d'évaluation l'ont expliqué, du moins en partie, par la large participation et le vaste éventail de participants. (C. Lopriore)

## 2.2. Quelques bonnes pratiques pour renforcer la crédibilité des produits d'information SA&N (C. Lopriore)

- **Mécanismes de participation des parties prenantes** soutenant la collecte et l'analyse des informations SA&N
- Documentation des méthodes de collecte et d'analyse des informations et validation **lors de réunions techniques avec les parties prenantes**
- **Coordination** avec d'autres analystes SA&N pour éviter les incohérences (apparentes)
- **Explication des raisons** pour lesquelles les informations ne sont pas en cohérence avec d'autres sources d'information ou des recommandations antérieures
- Indication du niveau de confiance des informations fournies et explication des conséquences d'une confiance limitée pour la prise de décision
- **Indication systématique des sources** de données/informations
- Mise en place d'un **système d'information durable sur la sécurité alimentaire** (également valable pour PERTINENCE MÉDIOCRE et ACCÈS INADÉQUAT) grâce à la création d'un système d'information gouvernemental tout en répondant aux besoins immédiats des acteurs humanitaires. Par exemple : création d'un FAMIS (*Food and Agricultural Market Information System* - Système d'information sur le marché agro-alimentaire) comme plate-forme importante de partage d'informations entre différentes parties prenantes (A. Asfaw)

## 3. ACCÈS INADÉQUAT

- Défi : comment trouver la bonne voie de diffusion de ces informations à l'organe décideur critique ? (A. Asfaw)
- S'assurer que toutes ces informations importantes sont **disponibles, accessibles et conviviales**. Leur **présentation simple**, mais sans perte de contenu pour toutes les parties prenantes, sera essentielle pour l'évolution et la généralisation de la SA&N au sein du flux politique (C. Lagu)
- Les résultats de la recherche doivent arriver jusqu'aux communautés et promouvoir la responsabilisation et l'autosuffisance, parce que c'est la seule approche durable. Sensibiliser les communautés aux (solutions) simples et bon marché d'amélioration de leur SA&N (K. C. Luswata)
- Partage des résultats des travaux de recherche avec un large public. Publication sur Internet de profils de moyens d'existence (A. Asfaw, Éthiopie) et d'autres résultats de projets tels que le projet SERA (*Strengthening Emergency Response and Action*) en Éthiopie (C. Teller)
- **Concevoir la communication comme un processus participatif** et casser la verticalité habituelle du flux des informations, en faisant abondamment appel aux **nouvelles technologies** qui offrent de formidables opportunités aux gens du monde entier d'échanger idées et savoir et d'aplanir un grand nombre des obstacles habituels liés au sexe, au rang social, etc.
  - **Réseaux de partage de connaissances participatifs et en ligne** (D-group sur les indicateurs reliant sécurité alimentaire et nutrition (Solal-Celigny) et FSN Forum (H. Tran)

- Exemples de la manière dont les **blogs et les téléphones portables**, surtout en Afrique, sont à la pointe de la fourniture de toutes sortes d'informations, comme présenté à la Conférence Web 2 pour le développement organisée en septembre 2007 à la FAO (D. Melvin).
- Les objectifs de communication doivent être spécifiques, mesurables, appropriés, réalistes et assortis d'un délai de réalisation. Tout comme la communication doit impérativement attirer l'attention, le message doit pouvoir retenir celle du récepteur (adéquat), être clair, communiquer des avantages, créer la confiance, appeler à l'action et être cohérent (F. Imakoriti-Oumo). Par exemple : élaboration d'une stratégie de communication pour un projet, élaboration d'un inventaire technologique pour une organisation, consignes d'élaboration de supports de communication pour les projets relatifs aux ressources naturelles, consignes de formulation (synthèses) des résultats de la recherche, lancement d'un « Centre de ressources informationnelles » agissant comme centre unique d'informations pour les bénéficiaires
- Aider les autres scientifiques à COMPRENDRE L'AVANTAGE de la communication (F. Imakoriti-Oumo)
  - Créer une série de publications à partir de SYNTHÈSES DES POLITIQUES, rédiger des résumés bien écrits où la FAO présente (de manière concrète) les principales conclusions des innombrables articles et rapports produits chaque année (J.L. Vivero Pol)

#### IV. AUTRES QUESTIONS

---

- Dépendance religieuse de certains produits agricoles et adaptabilité culturelle de l'aide alimentaire (F. Mirzaei, E. Islam, R. Lao)
- Changements environnementaux à l'origine de la perte de nutriments naturels. La dégradation de l'environnement nécessite davantage de recherche quant à son impact potentiel sur l'insécurité alimentaire futures dans les régions pastorales (F. Mirzaei et M. Smulders)
- Les programmes/projets doivent améliorer la gestion des ressources humaines, trouver des personnes pouvant apporter une contribution efficace (E. Elamin)

#### V. RESSOURCES CONSEILLÉES

---

- Vidéo de la conférence de D. Melvin et Ethan Zuckerman à la FAO :  
<http://wurtv.wur.nl/wurtv/viewer.html?path=Web2ForDev/2007/09/27/1/>
- D. Melvin, *Food Security Information for Action Distance Learning Programme*, <http://www.foodsec.org/dl>
- D. Melvin, « Policy Research and the Policy Process: Do the Twain Ever Meet? »  
<http://www.iied.org/pubs/pdf/full/6138IIED.pdf>
- H. Tran, Policy Assistance Literature Review, FAO  
[http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=266&nocache=](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=266&nocache=)
- R. Lao, « THE JUSTICE OF EATING: Stories and Images of Philippine Realities on Food ».
- C. Lopriore, programme de formation CE-FAO à la sécurité alimentaire et à la nutrition

<http://www.foodsec.org/tr.htm#rep>

[http://www.foodsec.org/tr\\_fsip.htm#back](http://www.foodsec.org/tr_fsip.htm#back)

[http://www.foodsec.org/tr\\_fsip.htm](http://www.foodsec.org/tr_fsip.htm)